

*Questions orales*

**M. MacEachen:** Je salue le regain d'intérêt manifesté par le parti conservateur pour la chose économique, comme en témoigne clairement aujourd'hui la question du député. Cependant, le député a posé toute une série de questions portant sur les taux d'intérêt, la croissance économique, l'inflation . . .

**Mlle MacDonald:** Et vous ne pouvez rien à aucun de ces problèmes.

**M. MacEachen:** . . . qui exigeraient des réponses très détaillées.

**M. Clark:** Vous êtes ministre des Finances.

**M. MacEachen:** Je le renvoie au budget qui décrit la stratégie économique du gouvernement. Quand on y apportera des modifications, je serai heureux de le faire savoir au député de Saint-Jean-Ouest. En fait, je veillerai à ce qu'il en soit le premier informé.

**M. Crosbie:** Cela fait 13 mois maintenant que le gouvernement est au pouvoir, et il ne s'est même pas encore occupé de l'économie.

**Des voix:** Bravo!

## LA POLITIQUE CONCERNANT LA MODÉRATION FISCALE ET MONÉTAIRE

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Je pourrais citer Don McGillivray qui écrivait hier que «le premier budget du ministre, d'après des économistes qui ne sont pas à l'emploi du gouvernement, a accru l'inflation et réduit la croissance économique». J'espère qu'il fera mieux avec son deuxième budget.

Ma question supplémentaire sera beaucoup plus simple pour le ministre. Il a de la difficulté à comprendre les mots de plus d'une syllabe. Le ministre et le gouvernement ont-ils pour politique de s'astreindre à la modération fiscale et monétaire? La question est très simple. Ont-ils pour politique de pratiquer la modération fiscale et monétaire?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, en ce qui concerne la politique monétaire qui est appliquée sous la direction du gouverneur de la Banque du Canada, comme le sait mon honorable collègue, le gouverneur de la Banque a ajusté, il n'y a pas longtemps, l'objectif de croissance de la masse monétaire, ce qui démontre un effort renouvelé de modération du côté monétaire. Le gouvernement appuie entièrement cette initiative du gouverneur de la Banque du Canada. Telle est donc la situation du côté monétaire.

Mon honorable collègue a-t-il compris cela, avant que je ne passe à la question fiscale pour lui dire que le gouvernement a l'intention de pratiquer la modération par une réduction graduelle du déficit et des charges financières et en restreignant les dépenses gouvernementales. Voilà pour le côté fiscal. Mon honorable collègue comprend-il cela?

## LA POSSIBILITÉ DE PROVOQUER UN RELÂCHEMENT DE L'ÉCONOMIE

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Il a fallu 13 mois avant que le ministre nous dise en quoi consiste sa politique. Le ministre est le Rip Van Winkle des ministres des Finances. Il a dormi durant 13 mois.

● (1420)

Si le ministre a pour politique d'appliquer des restrictions fiscales et monétaires pour provoquer un certain relâchement de l'économie—il semble bien que ce soit sa politique—je vais lui demander ceci: le 9 janvier, son ministère a fait savoir que l'opinion publique n'était pas en faveur d'un programme de réglementation des salaires et des prix parce que l'état de l'économie ne le justifiait pas encore, mais que par contre la politique de restriction fiscale et monétaire du ministre allait causer un ralentissement considérable. Le ministre essaie-t-il de créer ce marasme de façon à pouvoir plus tard dans l'année annoncer le programme de contrôles des prix et salaires préconisé par son ministère dans son mémoire du 9 janvier?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, la réponse à cette question est évidemment non.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

## LES MESURES ENVISAGÉES POUR MODÉRER L'IMPORTATION DE VOITURES ÉTRANGÈRES

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, si vous me le permettez, j'aimerais poser une question à l'empereur lui-même, le premier ministre. Puisque nous parlons d'économie, je rappellerai au premier ministre que selon toute apparence, son gouvernement n'a pas encore conçu de stratégie industrielle ou, s'il en existe effectivement une, elle semble être fondée, d'une part, sur l'exportation des ressources et, d'autre part, sur l'exportation des emplois. Le premier ministre nous dirait-il quelles mesures, si mesures il y a, son gouvernement a l'intention de prendre pour modérer l'importation au Canada de voitures étrangères, surtout des voitures japonaises, ou le gouvernement estime-t-il suffisant d'envoyer le ministre de l'Industrie et du Commerce à Washington pour parler du problème japonais?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président . . .

**M. Hnatyshyn:** L'empereur n'est pas encore habillé.

**M. MacEachen:** . . . le député devrait être heureux que le ministre de l'Industrie et du Commerce consulte ses homologues de Washington parce que, quand on étudie l'impact des exportations japonaises, il faut évidemment le considérer en fonction du marché nord-américain. C'est dans ce contexte que j'invite le député à juger la visite du ministre à Washington.